HAL
open science

Le travail de la signification en conjoncture de crise politique. Socio-histoire du temps court et analyse de cadres

Boris Gobille

To cite this version:

Boris Gobille. Le travail de la signification en conjoncture de crise politique. Socio-histoire du temps court et analyse de cadres. 8e Congrès de l'Association Française de Science Politique, Table Ronde n°1 " Où en sont les théories de l'action collective ? ", IEP-Lyon / Université Lumière Lyon 2, Sep 2005, Lyon, France. halshs-00119898

HAL Id: halshs-00119898

https://shs.hal.science/halshs-00119898

Submitted on 12 Dec 2006

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

GOBILLE Boris (2005), « Le travail de la signification en conjoncture de crise politique. Socio-histoire du temps court et analyse de cadres », communication au 8e Congrès de l'Association Française de Science Politique, Table Ronde n°1 « Où en sont les théories de l'action collective ? », IEP-Lyon / Université Lumière Lyon 2, 14-16 septembre 2005

Le travail de la signification en conjoncture de crise politique

Socio-histoire du temps court et analyse de cadres

Boris Gobille
Maître de conférence en science politique
ENS-lsh Lyon / UMR 5206 Triangle

Atelier « Dimensions symboliques de la construction des causes. »
Table ronde « Où en sont les théories de l'action collective ? »
VIIIème Congrès de l'Association Française de Science Politique, Lyon, 14-16 septembre 2005

Mon propos ici n'est pas de discuter l'analyse de cadres sur un plan théorique, mais d'exposer comment certaines des notions qu'elle avance m'ont été utiles dans le cadre d'un travail mené sur les mobilisations collectives des avant-gardes littéraires en mai 1968 en France. Je serai amené à utiliser sans les questionner les concepts de cadre, de cadrage, de contre-cadrage, ayant choisi de me concentrer ici plutôt sur la notion de « travail de la signification », et ce autour de deux aspects principaux. Dans un premier temps, je montrerai l'affinité élective qui me semble se dégager entre l'approche proposée par l'analyse de cadres et l'objet crise politique ; dans un second temps, j'aborderai la notion de « travail de la signification » : si elle permet de mettre l'accent sur la dimension symbolique de l'action collective, elle gagne, pour ouvrir de réelles perspectives de recherche, à ne pas être rabattue exclusivement sur une lecture strictement instrumentale. Ce type de lecture tend en effet à en faire un appendice de l'approche utilitariste, en l'appréhendant essentiellement dans le cadre d'une utilisation stratégique de ressources symboliques à des fins de mobilisation du consensus ou de mobilisation de l'action. Je ferai valoir, de plus, que le « travail de la signification » me semble devoir être entendu à double sens : il s'agit non seulement de porter le regard sur la façon dont *les groupes mobilisés travaillent les significations*, c'est-à-dire entreprennent de définir la situation, de construire des causes, de cadrer symboliquement l'action, mais aussi sur la façon dont *les significations travaillent les groupes*, c'est-à-dire sur

les multiples modalités par lesquelles les groupes mobilisés sont saisis par les significations portées par un contexte de mobilisation dont ils sont partie prenante sans en avoir le contrôle.

1/ Analyse de cadres et crise politique : une affinité élective.

Je voudrais montrer ici que le recours à l'analyse de cadres ne s'est pas tant imposé à moi pour des motifs théoriques qu'au terme d'une réflexion sur la manière dont Mai 68 avait été analysé jusque là. Lorsque l'on commence à travailler sur Mai 68 en France, on se trouve, à de rares exceptions près, en particulier historiennes, confronté essentiellement à trois types de travaux : des récits des événements, des interprétations postérieures prenant souvent pour objet « l'esprit de Mai » ou « le sens des événements », et enfin des analyses sociologiques sur les causes de la crise. Les premiers ont le mérite de se centrer sur l'événement, mais ils ne livrent que peu de clefs d'analyse. Les autres, au-delà de leurs différences réelles, ont en commun de méconnaître l'événement lui-même, soit qu'ils l'interprètent par ses conséquences supposées, premier cas, soit qu'ils le réduisent à ses conditions de possibilité, deuxième cas. Je n'ai pas le temps ici de détailler ces deux aspects [*cf.* Gobille 2003, pp. 45-127]. On peut néanmoins rappeler que, dans le premier cas, la posture est largement anachronique puisque c'est en fonction de ce qu'elle sait de ce qui est arrivé ensuite qu'elle interprète les événements, en ne retenant dans le passé que ce qui sert le diagnostic du présent et le pronostic de l'avenir, voire en déformant à ce point les faits qu'il faut toute les facilités douteuses offertes par le schème de la ruse de l'histoire pour imprimer un semblant de consistance à l'analyse. Deux exemples : on a pu voir certains analystes faire de l'individualisme apolitique, hédoniste et narcissique, supposé caractéristique des années 1980 une conséquence de Mai 68, événement pourtant producteur de fortes incitations à la politisation et à l'action collective et marqué par une dynamique de mobilisations sans équivalent dans la France d'après 1945 ; on a pu de même lire, sur l'air bien connu « les hommes font l'histoire mais ne savent pas l'histoire qu'ils font », qu'à leur corps défendant (au mieux) les « gauchistes » de Mai avaient finalement servi la raison capitaliste en fragilisant les défenses collectives du monde du travail. Ces interprétations sont empreintes d'un légitimisme évident, puisqu'elles ne retiennent d'un mouvement marqué par la critique des légitimités et des normes dominantes que ce qui, finalement, aurait servi et conforté ces dernières – individualisme, modernisation des entreprises et de l'Etat, libéralisme économique. De leur côté, les travaux sociologiques attachés à éclairer les conditions de possibilité de la crise, qu'ils soient le fait d'Edgar Morin [Morin, Lefort, Coudray

(Castoriadis) 1968], Raymond Aron [Aron 1968], Raymond Boudon [Boudon 1969], ou, plus tard, Pierre Bourdieu [Bourdieu 1984], ont en commun, au-delà de leurs présupposés théoriques largement opposés, d'analyser les mobilisations étudiantes comme le produit de la hantise du déclassement social qui aurait alors animé alors des étudiants floués dans leurs investissements scolaires par « la dévaluation des diplômes », la « crise des débouchés » ou l'anomie de leur condition. Outre que ce schème renoue, comme chez Aron, avec un motif idéologique conservateur, celui de la crainte des « déclassés », des individus placés en situation « d'anomie », et des « intellectuels frustrés » (comme l'a montré Roger Chartier sur d'autres périodes historiques de surproduction de gradués [Chartier 1982]), le travail statistique qui le sous-tend a été, depuis, remis en cause [Gruel 2004]. Mais surtout, il relève d'un modèle explicatif peu éloigné des théories de la frustration relative. Or, on sait qu'il y a loin du mécontentement à la prise de parole [Hirschman 1995] : il existe en effet des mécontentements qui se gèrent par la défection ou par le loyalisme. Ce qui est manqué dans la focalisation sur les causes structurelles supposées de la crise, c'est tout le travail symbolique de formalisations politiques incitant à agir, sans lequel la révolte pourrait fort bien se vivre retournée contre soi ou cachée dans le mutisme du loyalisme. Par ailleurs, ce schème est lui aussi empreint d'un certain légitimisme qui empêche de comprendre de l'intérieur les motifs de la mise en cause des légitimités établies : analyser une révolte contre les institutions existantes comme le produit d'une impossibilité à y trouver une place à la hauteur de ses aspirations, c'est réduire la révolte à la simple expression d'un ressentiment, à la rationalisation politique d'un dépit social. C'est finalement se fonder sur une anthropologie implicite présupposant que chacun aspire toujours à la réussite sociale telle qu'elle est définie par ceux qui y aspirent vraiment et, souvent, occupent précisément les places supposées naturellement convoitées par tout le monde. Cette anthropologie est légitimiste en ce qu'elle consiste à penser, *a priori*, avant analyse, les « dominés » comme désirant être et avoir ce que les « dominants » ont et sont. C'est toute la signification que les acteurs confèrent à leurs mobilisation qui est alors ignorée, et même renvoyée au statut d'auto-aveuglement, et elle l'est à proportion que l'on verse dans « l'illusion étiologique » [Dobry 1986], c'est-à-dire à proportion qu'est tenu pour négligeable ce qui se passe concrètement dans la crise au profit des seuls « déterminants » et « causes ».

Ces deux types d'approches, consistant à poser que le sens de la crise ne se détermine qu'à partir de son point d'arrivée, ou qu'au contraire tout est en quelque sorte déjà joué avant la crise, interdisent donc d'étudier ce que l'historien de la Révolution Française Timothy

Tackett appelle « le devenir révolutionnaire » [Tackett 1997, p.20], ou ce que Michel Dobry appelle la « dynamique de mobilisation multisectorielle » [Dobry 1986], irréductible à un simple enchaînement mécanique de faits à partir de prémisses. L'exemple de Tackett, sur lequel je reviendrai brièvement à propos du problème des sources, invitait à revenir à l'événement. Non pour renouer avec une quelconque histoire événementielle, bien sûr, mais comme garde-fou méthodologique contre les risques de l'anachronisme ou de l'illusion étiologique. Il s'agissait en somme de revenir à ce qui se passe dans la conjoncture de mai-juin 1968. Mais il fallait, pour que ce soit heuristique, au moins problématiser les notions d'événement et de crise. Et c'est là que l'invitation faite par l'analyse de cadres à prendre au sérieux les dimensions proprement symboliques de l'action collective s'est révélée particulièrement pertinente. Les situations de fluidité politique représentent des moments de désobjectivation du monde social caractérisés tant par une vitesse inédite des événements que par une incertitude tactique et cognitive plus grande qu'en conjoncture routinière [Dobry 1986]. Les mobilisations sont multisectorielles et marquées par une désectorisation des enjeux et des schèmes de vision du monde auparavant confinés dans leurs champs respectifs, de sorte qu'un certain nombre d'espaces sociaux sont amenés à penser et à se penser dans des termes nouveaux. Les crises sont des *événements* au sens fort du terme, c'est-à-dire des moments qui impriment une « rupture d'intelligibilité » [Bensa, Fassin, 2002] aux routines de vie et aux représentations ordinaires de ceux qui en sont contemporains. Une crise est donc un « moment critique » [Bourdieu 1984, p. 207-250], c'est-à-dire aussi un moment de la critique, où les doxas et la perception du monde comme allant de soi sont remises en cause dans des proportions inédites. « L'arbitraire [des] conventions implicites » [Lacroix 1999, p. 161] est mis au jour, et les agents sociaux sont contraints à un travail de reconstruction symbolique du monde social [Dobry 1986, p. 202]. Le travail de la signification est ainsi d'autant plus déterminant que c'est le sens même de la situation qui semble échapper à l'entendement ordinaire, tout semblant possible et pensable, comme dit Pierre Bourdieu [Bourdieu 1984, p. 236-237[1]]. La prévisibilité des calculs est en quelque sorte suspendue et la lisibilité du monde

[1] Il détaille ce qu'il appelle « l'indétermination provisoire des possibles » caractéristique du moment critique : « En bouleversant dans la réalité ou dans la représentation la structure des chances objectives (de profit, de réussite sociale, etc.) à laquelle se trouve spontanément ajustée la conduite réputée raisonnable et qui fait l'ordre social comme monde sur lequel on peut compter, c'est-à-dire prévisible et calculable, elle [la crise] tend à déjouer le sens du placement, *sense of one's place* et sens du bon investissement, qui est inséparablement un sens des réalités et des possibilités que l'on dit raisonnables. C'est le *moment critique* où, en rupture avec l'expérience ordinaire du temps comme simple reconduction du passé ou d'un avenir inscrit dans le passé, tout devient possible (au moins en apparence), où les futurs paraissent vraiment contingents, les avenirs réellement indéterminés, l'instant vraiment instantané, suspendu, sans suite prévisible ou prescrite. […] L'incertitude concernant l'avenir que la crise institue dans l'objectivité même fait que chacun peut croire que les processus de reproduction sont suspendus pour un moment, et que tous les futurs sont possibles et pour tous. »

social largement dissipée. C'est pourquoi une grande part des activités de mobilisation est alors absorbée par un travail de définition de ce qui se passe, travail visant à conférer du sens à une situation largement perçue comme inédite, à déterminer des raisons d'agir (ou de réagir), à y porter des causes, au besoin en retraduisant leurs formulations existantes, et à œuvrer à des connections symboliques permettant l'élargissement de la mobilisation. Je ne discute pas ici le fait que c'est peut-être d'autant plus vrai que la crise dont on parle est Mai 68 : souvent qualifiée de « révolte symbolique », et bien qu'elle ne réduise pas à cette seule dimension, celle-ci s'attaque en effet à « la crédibilité d'un langage social » [de Certeau 1994, p. 34], et, comme l'écrit Bourdieu, « par le refus de mettre des formes, [elle] met en question tout ce qui est admis comme allant de soi, produisant ainsi une extraordinaire expérimentation sociale ».

L'analyse de cadres invite à ne pas tenir pour l'écume des jours le travail de la signification dans l'action collective. Dans tout contexte de mobilisation, dit David Snow, ce qu'on rencontre sur le terrain c'est « essentiellement des gens qui passent leur temps à discuter, à définir ce qu'ils sont en train de faire, à élaborer des arguments persuasifs, à produire des stratégies et des justifications » [Snow 2000, p. 157]. Il semble que ce soit d'autant plus vrai en conjoncture de crise que, d'une part, la situation y paraît particulièrement inédite et incertaine, et que, d'autre part, les opérations de cadrage se déploient d'autant plus explicitement qu'elles s'inscrivent dans des situations problématiques, et que la scène où elle se déploie est moins institutionnalisée [Cefaï 2001, pp. 56, 60]. De cette sorte d'affinité élective entre l'objet crise, en particulier Mai 68, et l'analyse de cadres, il s'ensuivait qu'une attention toute particulière devait être portée au travail symbolique des acteurs mobilisés dans la conjoncture. Il ne s'agissait pas, évidemment, de réduire l'investigation à cette seule dimension, mais de prendre au sérieux l'indétermination du sens éprouvée par ses acteurs eux-mêmes, c'est-à-dire, comme le dit Tackett, « explorer la signification de leur expérience » [Tackett 1997, p.20], et aussi, dit autrement par Louis Quéré et Erik Neveu, étudier la combinaison problématique de savoir et d'ignorance dans laquelle ils sont immergés, puisque pendant l'événement, « nous avons qu'il se passe quelque chose, mais nous ne savons pas exactement ce qui se passe, nous ne pouvons pas vraiment qualifier l'événement » [Neveu, Quéré 1996, p. 13].

On saisit tout de suite le double écueil d'une telle focalisation : substituer au « tout est déjà joué avant la crise » un non moins problématique « tout se joue dans la crise » ; et ne plus

voir que du symbolique dans l'action collective. Il faut donc préciser d'emblée que « l'événement ne signifie pas dans un vide » [Fassin, Bensa 2002, p. 8] et qu'il n'est arraché ni à l'histoire, ni au monde social. Pour s'en tenir à la dimension symbolique, ce n'est que par rapport aux dispositions des agents, à leurs valeurs, à leurs attentes, à leurs projections, à leurs « significations préformées » [Dobry 1986, p. 202], à leurs calculs, que quelque chose comme une « rupture d'intelligibilité » peut advenir. Pour reprendre Pizzorno [Pizzorno 1990, p. 80], « ce qu'une herméneutique des mouvements sociaux devrait viser, c'est le repérage des types de rapports qui peuvent exister entre les propositions de nouvelles certitudes et la structure érodée des certitudes passées (en tant que terrain d'où sont apparues les incertitudes de valeurs). » Les activités de cadrage *de* et *dans* la situation critique prennent donc leur sens *aussi* par rapport à ce qui n'est pas la situation, par rapport au « vieil homme » que chacun importe nécessairement avec soi dans l'événement. Autrement dit, il fallait faire ce qu'on pourrait appeler une socio-histoire du temps court, c'est-à-dire tout à la fois prendre au sérieux le temps court et ses caractéristiques, et réinsérer ce temps court dans le temps long. En l'occurrence, concernant les avant-gardes littéraires en mai-juin 1968, l'objectif devenait d'examiner comment s'articulaient leurs mobilisations dans la conjoncture, d'une part, et, d'autre part, les mutations structurelles du champ littéraire et du champ intellectuel avant la crise, les trajectoires et les positions des écrivains, et les hiérarchies symboliques associées, c'est-à-dire comment s'articulaient les logiques situationnelles et les logiques positionnelles et dispositionnelles.

Je voudrais maintenant succinctement donner quelques exemples plus précis de l'usage que j'ai fait de notions propres à l'analyse de cadres, pour finir ensuite par quelques problèmes méthodologiques liés à la question des sources.

2/ Travail de la signification et mobilisation des écrivains en Mai 68 : quelques cas.

Dans l'article qu'ils consacrent au problème de la « résonance de cadres », Snow et Benford étudient essentiellement les conditions de félicité de l'alignement de cadres entre les groupes qui cherchent à mobiliser et les participants potentiels. Leur propos consiste à montrer que la mobilisation ne dépend pas seulement de l'existence de problèmes « objectifs » ou « structurels », de la disponibilité de ressources mobilisables, des compétences des leaders, des opportunités politiques, et de calculs coûts-bénéfices, mais aussi

des modalités de cadrage de ces facteurs et du degré auquel ils « résonent » pour les participants potentiels [Snow, Benford 1988, p. 213]. L'impression qui se dégage est que l'extension de l'analyse aux dimensions symboliques ne rompt pas ici avec une perspective utilitariste, puisque ce qui est en jeu ce sont les techniques par lesquelles les entrepreneurs de mobilisation tentent de façonner des cadrages qui proposent des diagnostics, des pronostics et des motivations dotés d'une forte consistance interne, faisant sens au regard de croyances culturelles comme au regard de la vie ordinaire des cibles à mobiliser, et pouvant, enfin, se prévaloir d'une certaine antériorité dans un cycle de protestation. Pour ma part, j'ai fait un usage assez différent de la notion de résonance de cadres, l'une des raisons étant liée au contexte lui-même. Il est quasi-impossible en effet de hiérarchiser clairement en mai-juin 1968 les groupes qui mobilisent et ceux qui sont mobilisés ou mobilisables, du moins dans l'espace parisien : les premiers mots d'ordre des mouvements qui initient la contestation étudiante, comme le Mouvement du 22 mars, ont peut-être rencontré un écho très fort dans ce que Snow et Benford appellent le « phenomenological life world » [Snow, Benford 1988, pp. 207-211] des autres étudiants (en particulier les questions de sexualité et la critique de l'enseignement universitaire), mais la contestation prend très rapidement une ampleur sans rapport avec cet écho, et l'on sait le rôle qu'a joué, entre autres, la répression policière dans la formation de solidarités et de ralliements spontanés ; quant aux groupes se définissant comme « avant-gardes révolutionnaires », ils se réclament, à des degrés divers, à partir de lectures différentes, et selon des traditions militantes fort diverses, des cadrages léninistes de la révolution et se voient en tant que tels débordés par une multitude de comités d'action cadrant la situation depuis des traditions fort différentes, issues de l'anarchisme, du marxisme hétérodoxe, voire de la critique artiste du capitalisme. Dès le début, et plus encore lorsque la mobilisation devient multisectorielle et s'étend à de nombreux secteurs professionnels, aucun groupe n'est en mesure de contrôler la situation et le sens légitime à lui conférer.

L'un des problèmes à résoudre était le suivant. Comment expliquer que les plus précoces soutiens intellectuels et littéraires au mouvement étudiant se soient recrutés au sein d'avant-gardes qui avaient connu depuis la fin des années 1950 une lente érosion de leur légitimité et qui n'étaient pas *a priori* les mieux placées pour mobiliser des ressources critiques légitimes ? Il faut préciser tout d'abord que la domination symbolique au sein des avant-gardes, en particulier littéraires, suppose, depuis au moins les débuts du Surréalisme, l'association d'une radicalité esthétique et d'une radicalité politique. Tous les groupes littéraires investissant la posture avant-gardiste étaient donc en quelque sorte contraints de se

mobiliser, sauf à rompre avec leur statut même d'avant-garde. Pourquoi, alors, certains se mobilisent-ils dès le début de mois de mai et d'autres non, et pourquoi les premiers sont-ils précisément ceux dont la légitimité littéraire ou philosophique est en déclin ? La façon dont les significations portées par les premiers mots d'ordre étudiants les incitent à s'engager compte au nombre des facteurs explicatifs, mais elle n'est pas la seule. Ces avant-gardes sont essentiellement constituées du mouvement surréaliste officiel, de « communistes oppositionnels », et des sartriens réunis autour des *Temps Modernes*. Toutes ont en commun un rapport antagoniste au Parti communiste, et partagent avec « le mouvement étudiant » des prises de position anti-autoritaires, anti-bureaucratiques, et anti-institutionnelles : les *Temps Modernes* ont évolué vers un gauchisme anti-institutionnel dans les années qui précèdent la crise, sous l'effet de l'arrivée d'une jeune génération de collaborateurs issus de l'essayisme et du journalisme ; les surréalistes se sont rapprochés dès la fin des années 1950 du mouvement anarchiste ; les « communistes oppositionnels » ont été exclus ou ont démissionné du PCF à l'occasion de la répression de la révolte hongroise de 1956, parfois même avant, avant de contribuer au renouvellement du marxisme hétérodoxe dans le cadre de revues à l'intersection du « champ politique radical » [Gottraux 1997] et du champ intellectuel, comme *Arguments* ou *Socialisme ou Barbarie*. La mise au jour de leurs trajectoires politiques et intellectuelles dans les quinze années qui précèdent la crise de Mai 68 rend compte du fait qu'ils se reconnaissent immédiatement dans l'espace de la signification contestataire dessiné par la révolte étudiante, celle-ci puisant aux mêmes sources du marxisme hétérodoxe et de la critique du PCF, quand elle ne puise pas directement dans leurs propres productions intellectuelles. La résonance de cadres, déterminante, n'a donc ici rien d'une rencontre miraculeuse et soudaine dans le ciel des idées, et elle n'est pas non plus le fruit de l'activité purement stratégique d'un groupe spécifique. Elle est plutôt à penser comme le produit d'une circulation intellectuelle préalable liée à la convergence de trajectoires politiques qu'on peut mettre au jour empiriquement. Cette mise au jour empirique et cet éclairage par le passé des trajectoires sont au demeurant très importants, car ils permettent d'éviter le caractère tautologique qui s'attache parfois à l'étude des phénomènes de résonances de cadres : on prouve la résonance de cadres par l'existence de la mobilisation, laquelle s'explique en retour par l'existence d'une résonance de cadres. En effet, ici, c'est bien parce que les prises de position politiques de ces avant-gardes avant la crise puisent au même fonds du marxisme hétérodoxe que les mouvements initiateurs de Mai 68 comme le Mouvement du 22 mars, et que cette convergence idéologique se traduit de longue date par des rapprochements concrets, comme entre le mouvement surréaliste et le mouvement anarchiste, que la mobilisation des

premières aux côtés des seconds est perçue comme allant immédiatement de soi. Mais surtout, cette résonance de cadres, qu'on peut en l'occurrence assimiler à une convergence idéologique, n'épuise pas l'ensemble des raisons d'agir. D'une part, la rapidité avec laquelle certaines avant-gardes se mobilisent aux côtés du mouvement étudiant doit beaucoup au fait qu'elles constituent *déjà* un réseau de mobilisation, qui s'est actualisé au fil de la protestation contre la répression soviétique en Hongrie, des luttes pour la décolonisation – et notamment du manifeste des 121 pour le droit à l'insoumission en Algérie, dont elles sont les initiatrices en 1960 – et des manifestations et pétitions contre la guerre au Vietnam. D'autre part, elles ont tout simplement intérêt à porter publiquement la nouvelle légitimité révolutionnaire que le mouvement étudiant confère au schèmes anti-bureaucratiques et anti-autoritaires. Elles avaient en effet subi, dans les années 1950 et 1960, un vieillissement tout à la fois littéraire et intellectuel : les surréalistes avaient été renvoyés au statut d'avant-garde dépassée par l'émergence du Nouveau Roman d'abord, du formalisme de *Tel Quel* ensuite ; l'existentialisme sartrien avait été disqualifié comme arrière-garde idéaliste par les sciences humaines et le structuralisme triomphant. S'engager aux côtés du nouveau combat révolutionnaire incarné par les étudiants leur fournit dans ce contexte une ressource de relégitimation inestimable. Ainsi résumé à grands traits, cet exemple montre que l'analyse des cadres fournit un surcroît d'intelligibilité des logiques de l'action collective, dès lors qu'on resitue le travail de la signification dans une étude fine des trajectoires, des positions et des dispositions des acteurs et des groupes, et dès lors qu'on n'érige pas le symbolique en principe unique des raisons d'agir, mais qu'on l'intègre à d'autres types d'analyses.

Cet exemple montre en particulier comment la résonance de cadres idéologiques contribuent à expliquer la promptitude de mobilisation de certains groupes. Mais les significations multiples qui se déploient dans le moment critique ne travaillent pas que les groupes « en résonance », et quand bien même nous ne n'étudierions que ceux-la, il apparaîtrait vite que la fluidité politique, en redéfinissant en permanence et rapidement les cadrages de la situation et de la mobilisation, bouscule leurs savoir-faire et leurs répertoires d'action. La posture traditionnelle de « l'intellectuel en majesté », usant pour l'essentiel de pétitions et de communiqués, sorte de politique du « grand nom » encore à l'œuvre dans les premières mobilisations intellectuelles en Mai 68, est mise en échec dès lors que le mouvement critique, mi-mai, se désectorise au monde ouvrier, à tout un ensemble de secteurs professionnels et d'institutions culturelles, et, surtout, dès lors que fleurissent, dans les comités d'action, des rhétoriques du profane. Celles-ci disqualifient en effet toute forme de

délégation de la parole, toute légitimité et toute autorité établie, toute forme de coupure entre professionnels et profanes dans quelque domaine que ce soit, et en particulier dans celui de la création, auquel sont préférées des utopies de la créativité généralisée. Il n'est alors plus possible, y compris pour les écrivains les plus précocement en phase avec le mouvement critique, de se revendiquer comme tels pour s'octroyer une autorité à parler « en révolutionnaires ». Ils sont contraints de rompre avec le registre pétitionnaire de l'engagement du nom au profit d'un engagement par corps devant se traduire par la formation de comités d'action ou l'occupation de leurs tutelles corporatives. Cet alignement de leurs modes d'action sur ceux du mouvement critique se matérialise le 18 mai, lorsque les signataires du premier communiqué du 8 mai créent un comité d'action étudiants-écrivains (CAEE), qui va rapidement être animé par Maurice Blanchot, Marguerite Duras et Dionys Mascolo. Ils sont rejoints dès le début par une plus jeune génération d'écrivains, plutôt poètes que romanciers, moins hostiles au Parti communiste, et appartenant aux avant-gardes émergentes et non en déclin. Ceux-ci, derrière notamment Jean-Pierre Faye, qui est en train de former une nouvelle avant-garde, le collectif *Change*, décident d'occuper le siège de la Société des Gens de Lettres le 21 mai 1968, pour créer une Union des Ecrivains. L'impossibilité pour les deux groupes (CAEE et UE) de faire front commun résulte d'une multitude de facteurs : une différence générationnelle qui se traduit par un différentiel de capital symbolique accumulé, les carrières des premiers étant faites pour l'essentiel, celles des autres restant encore à faire ; des prises de position esthétiques en concurrence, surréalisme, nouveau roman, existentialisme engagé pour les premiers, formalisme pour les autres ; des rapports antagonistes au parti communiste, opposition frontale pour les uns, proximité, parfois relative, pour les seconds. Pourtant, malgré toutes ces raisons « structurelles » de s'opposer, les deux groupes vont se côtoyer quelques jours au sein du l'Union des Ecrivains. Ils sont même rejoints par un troisième groupe, dont la position est particulièrement intéressante en mai-juin 1968 : *Tel Quel*. Cette revue, qui était parvenue à une position dominante dans les avant-gardes au cours des années précédentes, se trouve brusquement remise en cause par la crise : alors que la politisation étudiante, depuis au moins les scissions de l'UEC, s'est faite en partie contre le PCF, *Tel Quel* avait rallié tapageusement le Parti l'année précédente ; d'autre part, elle avait construit sa domination symbolique sur l'importation littéraire des théories linguistiques les plus en pointe, c'est-à-dire sur une sorte d'exceptionnalisation de l'accès à la grandeur littéraire, tout à fait en porte-à-faux avec les rhétoriques du profane ayant cours en Mai 68 au sein du mouvement étudiant, qui constitue une partie de son lectorat. *Tel Quel* lutte, en mai-juin, à la fois contre le CAEE, en lequel il ne voit que gauchisme romantique et anti-communiste, et

contre l'UE, notamment parce qu'elle est emmenée par Jean-Pierre Faye, ancien de *Tel Quel* et concurrent de Sollers pour le monopole de l'avant-garde légitime. Tous ces groupes des avant-gardes littéraires établies mais en déclin, ou émergentes et en ascension, en résonance, en résonance relative, ou en dissonance avec les cadrages idéologiques du mouvement critique, vont trouver à « cohabiter », en se heurtant, pendant quelques jours au sein de l'UE. Une telle « cohabitation », malgré toutes les raisons de s'opposer qu'ils héritent de leurs trajectoires politiques et littéraires antérieures à la crise, est le fruit de l'incertitude sur la portée du coup que représente l'occupation du siège de la Société des Gens de Lettres et qui commande « d'en être », au cas où ce coup s'avèrerait déterminant dans la mobilisation des écrivains aux côtés de « la révolution ». Dès lors, ces trois groupes vont s'acharner, littéralement, à mettre en cohérence le sens du mode d'action qu'ils se sont choisis avec les significations du mouvement critique. Ce travail de la signification absorbe une grande partie de leurs activités pendant quelques jours. Je n'ai pas la place ici d'aborder tous les aspects de ce travail [voir Gobille 2005]. Je ne retiendrai que ce qui a trait aux rhétoriques du profane. Placée sur la défensive, *Tel Quel* est dans l'impossibilité d'opérer un réel alignement sur la valorisation de la prise de parole, sauf à se décrédibiliser. L'enjeu pour cette revue, et qu'elle tente d'imposer en vain aux autres groupes littéraires mobilisés, n'est pas de savoir qui est le plus en phase avec les utopies de la créativité et avec la libération de la prise de parole, sorte de gauchisme infantile selon elle, mais de savoir qui est conforme à l'orthodoxie léniniste, dont elle s'estime dépositaire. Sa tentative pour convertir les fondateurs de l'UE à celle-ci a tout d'une entreprise désespérée et décalée, tout comme cette sorte de fausse concession qu'elle fait au renoncement au statut d'écrivain lorsqu'elle affirme : « Nous ne sommes pas des "philosophes", des "savants", des "écrivains" selon la définition représentative admise par une société dont nous attaquons le fonctionnement matériel et la théorie du langage qui en découle ». Le CAEE entend au contraire se couler dans les rhétoriques du profane : il préconise l'abolition du nom d'écrivain, la fusion dans le mouvement révolutionnaire à la définition duquel il entend contribuer par le moyen d'une écriture anonyme et collective dont la pratique, pour autant que les textes dont on dispose permettent d'en statuer puisqu'ils émanent du comité lui-même, consiste à détruire tout narcissisme d'auteur. Ainsi, un membre du CAEE qui soumet un texte voit d'abord « le fruit de ses entrailles massacré » de manière à ce que le texte devienne commun. Pourtant, outre le fait qu'existe au sein du CAEE un différentiel de légitimité entre les membres réellement anonymes et les grands noms comme Duras et Blanchot, différentiel en partie à l'origine de tensions qui mèneront à sa dissolution en février 1969, cette rhétorique de l'anonymat n'est pas qu'un alignement pur et simple sur

les significations du mouvement critique : elle est aussi le fruit du travail théorique plus ancien de ses meneurs, à l'image de Blanchot théorisant l'impersonnalisation par l'écriture [Mesnard 1996, pp. 106-151]. L'Union des Ecrivains, quant à elle, répond aux accusations de corporatisme émises par le CAEE en opérant un autre type d'alignement de cadre. Elle assume certes l'identité d'écrivain, mais soutient que l'occupation du siège de la Société des Gens de Lettres répond à une demande expresse du mouvement étudiant et est en parfaite conformité avec les occupations de tutelles corporatives qui se pratiquent ailleurs. A cette justification anti-institutionnelle, elle ajoute que ses revendications concernant une refonte du statut social de l'auteur non seulement représentent une mise en cause du fonctionnement de l'ordre littéraire établi, mais posent l'une des questions les plus profanatrices qui soient : celle des conditions économiques d'accès au statut de créateur, en rupture avec les mythologies du don et du créateur incréé. En cela, elle serait en phase avec les rhétoriques du profane, qui dénoncent les frontières instituées entre professionnels et profanes de la création, puisque sa réflexion interrogerait les conditions sociales du malthusianisme qui entoure l'accès au statut d'écrivain, et l'assujettissement des auteurs au pouvoir des éditeurs. Au demeurant, ne réclamant aucune preuve de publication dans l'examen des demandes d'adhésion qu'elle reçoit, l'UE va attirer à elle un certain nombre d'écrivains « amateurs » ayant échoué à se faire publier dans les maisons dites légitimes. Enfin, elle emprunte à un autre grand référent symbolique du mouvement de Mai, lorsqu'elle propose de repenser concrètement l'écrivain comme un travailleur et non plus comme un propriétaire. Le cas de l'UE est ainsi extrêmement intéressant pour qui analyse comment les significations portées par un contexte de mobilisation travaillent un espace professionnel donné en l'invitant à reproblématiser son fonctionnement, puisqu'elle va être à l'origine d'un renouveau du syndicalisme d'auteur, qui va engranger quelques succès dans les années 1970 et qui aurait été impensable, par bien des aspects, sans la crise de Mai 68.

J'espère avoir donné quelques éléments de l'intérêt que représente la notion de « travail de la signification » lorsqu'on ne limite pas son emploi à une simple extension au symbolique de la logique utilitariste, mais qu'on en fait un moyen d'orienter le regard à la fois sur les façons multiples dont les groupes mobilisés sont travaillés par les significations qu'ils héritent de leur inscription sociale antérieure ou qui s'imposent à eux par un contexte de mobilisation, et sur les façons, non moins multiples, dont ils les travaillent en retour, s'y ajustent et les interprètent. D'autres cas auraient mérités d'être évoqués dans cette perspective. Je ne citerai que celui du mouvement surréaliste officiel. Fait maintes fois

souligné, un certain nombre de slogans muraux ou de mots d'ordre de comités d'action puisaient au fonds surréaliste. Plus encore que les autres signataires du communiqué du 8 mai, le mouvement surréaliste est en résonance avec le mouvement critique. Et en particulier avec le schème, issu tant du surréalisme, du situationnisme que des travaux d'Henri Lefebvre, selon lequel aucune révolution politique et sociale ne serait authentique sans une révolution de la vie quotidienne et des structures mentales. Mai 68 a donc tout, pour le mouvement surréaliste, de l'Evénement surréaliste tant attendu, celui qui fait de la Révolution une refonte totale de l'entendement humain et une révolte permanente contre toute forme de pétrification dans des rôles sociaux, des idéologies, des catégories de pensée fixés. Les promesses contenues dans ces significations paraissent devoir faire taire les divisions qui minent le mouvement surréaliste depuis la mort d'André Breton en 1966, et qui sont liées, non tant à des conflits esthétiques, qu'à des divergences politiques, notamment sur la question du castrisme, et, surtout, à la lutte pour le leadership interne, non résolue en l'absence de désignation de tout héritier spirituel par Breton. Pourtant, le mouvement surréaliste, bien qu'enfin exaucé par la réalité, ne va pas survivre plus d'un an à Mai 68. Les déterminants de son auto-dissolution sont bien sûr à chercher du côté des divisions que je viens d'évoquer, et que la normalisation de la conjoncture à partir de juin 1968 fait resurgir. Ce point est important pour prévenir contre une conception surdéterminante du symbolique, fût-ce en conjoncture critique, et fût-ce en contexte de résonance. Mais il y a pourtant un autre facteur, plus directement lié aux événements de Mai 68 eux-mêmes. Ne se concevant pas comme un groupe littéraire, conforté dans cette conception par les rhétoriques du profane mais aussi par leurs tropismes idéologiques divers, les surréalistes se sont engagés en ordre dispersés, certains au sein du Mouvement du 22 mars, d'autres à la JCR, d'autres encore au CAEE, d'autres enfin au Comité Révolutionnaire d'Agitation Culturelle de Georges Lapassade. Mais surtout, la fortune de leurs mots d'ordre pendant la crise va paradoxalement les desservir. Elle leur apporte en effet de nouvelles recrues, attirées surtout par les dimensions politiques du surréalisme, et renforce du même coup l'ingouvernabilité d'un groupe qui avait l'habitude de tourner sur des effectifs restreints. Et ce d'autant plus que le schème anti-organisationnel et anti-autoritaire de Mai 68 en lequel ils se reconnaissent interdit plus que jamais de formuler la question même du leadership, laquelle se jouera en coulisses jusqu'à l'auto-dissolution de 1969. La résonance de cadres est donc bien retorse, à l'occasion, puisque là où elle aurait dû assurer une seconde jeunesse à une vieille avant-garde, elle contribue à en précipiter le déclin. C'est là l'un des paradoxes des « prophéties » accomplies : il arrive que les « prophètes » ne leur survivent pas.

3/ Evénement passé et analyse de cadres : la question des sources.

Le principal me paraît lié à la question des sources. Snow et Benford [Snow, Benford 1988, p. 214] estiment que pour appréhender les activités de cadrage l'observation in situ est la mieux placée[2]. Peut-on dès lors faire de l'analyse de cadres à propos d'événements passés qu'on ne peut évidemment observer directement ? Il me semble que ce problème n'est finalement pas tant un problème théorique qu'un problème strictement empirique liés aux sources dont on dispose. Tackett, à propos des députés des Etats-Généraux de 1789 à 1790, a en effet montré qu'une étude fine sur le travail de la signification en contexte révolu à partir d'archives est possible[3].

Mais l'est-il concernant Mai 68 ? Sur le cas particulier des écrivains, l'accès aux textes produits en situation à l'époque, la plupart du temps datés c'est-à-dire susceptibles d'êtres ré-inscrits dans un flux d'intrigues par rapport auquel ils prennent sens, a permis de faire une part du chemin qui mène vers l'étude des logiques de situation et du travail de la signification, au lieu que toute prise de position soit rabattue sur un déjà-là avant la crise. Mais une part du chemin seulement. En premier lieu, à la différence des sources mobilisées par Tackett, ces textes sont collectifs. Ils donnent donc certes accès aux cadrages que les groupes proposent publiquement, mais ils sont eux-mêmes le fruit d'activités de cadrage et de négociations internes auxquelles il est pour le coup difficile d'avoir accès, sinon par des témoignages rétrospectifs posant, pour leur part, le problème de la mémoire. On est contraint là, avec toutes les difficultés que cela suppose [Snow 2001, p. 42], d'inférer plutôt que d'observer ce que chaque protagoniste investit dans la mobilisation, la façon dont il évolue quant à sa perception de l'événement, de ce qu'il doit y faire, des alliances qu'il doit y nouer. On peut en partie lever l'hypothèque, en recourant à une sociologie fine des trajectoires biographiques, de manière à

---

[2] Snow et Benford estiment que si jusqu'à l'analyse de cadres les chercheurs avaient privilégié la face publique de l'action collective, comme les manifestations par exemple, c'est en raison d'une prédilection pour un certain type de sources, qu'ils ne décrivent pas précisément mais qui semble comprendre les archives et les statistiques. Au lieu de quoi l'autre face des mobilisations collectives, celles des opérations de cadrage, des négociations et des disputes, c'est-à-dire globalement du travail de la signification, serait appréhendables de manière privilégiée, sinon exclusive, au travers de l'observation directe [Snow, Benford 1988, p. 214]. Il y aurait là une question plus large à poser, relative aux jeux d'échelle. De la même façon que l'ethnométhodologie, attentive aux interactions subtiles, perçoit le monde social comme un jeu sans cesse renouvelé, quand les sociologies portées sur les traces écrites et les statistiques tendent quant à elles à mettre au jour l'inertie du social, de même les recherches sur l'action collective pencheraient vers des paradigmes « structurels-organisationnels » [Jasper 1997, pp. 19-42] dès lors qu'elles privilégieraient les sources écrites, et vers des modèles plus attentifs à la fluidité et au symbolique dès lors qu'elles pratiqueraient l'observation ethnographique.

[3] A partir d'archives consignant, par exemple, les comptes-rendus produits quotidiennement par les députés du Tiers-Etat en direction de leurs circonscriptions ou de leurs proches, il analyse l'évolution fine des rapports de force, des basculements d'alliance et des débats théoriques au sein des Etats-Généraux, démontre comment les interactions, multiples et quotidiennes, les intrigues conflictuelles et les logiques de situation pèsent sur la façon dont les députés conçoivent leur rôle, le définissent, s'affranchissent de leur mission initiale, ouvrent le pensable et le possible, et *deviennent* révolutionnaires. Son travail est d'une extrême finesse quant aux opérations de cadrage, de contre-cadrage, de résonance, de dissonance et d'alignement de cadres.

dégager ce que *probablement* chaque acteur investit dans a mobilisation critique. Mais l'hypothèque n'est levée que partiellement puisque l'on est alors renvoyé à l'amont de la crise, au passé de l'acteur, et non à la façon dont il travaille la signification de la situation et son implication dans la mobilisation.

Qui plus est, un tel recours aux trajectoires biographiques n'était pas possible concernant les comités d'action du mouvement étudiant. Leurs tracts, leurs communiqués, etc., étaient anonymes, conformément à l'esprit du moment. Impossible, donc, d'en identifier les acteurs, d'en faire une prosopographie, de les interroger, et de comprendre finement les racines des cadrages à l'œuvre. (Il devenait par exemple délicat de comprendre comment et pourquoi s'élaborent et se diffusent alors dans le champ politique radical des cadrages de la Révolution qui empruntent au marxisme hétérodoxe, à l'anarchisme, et à ce que Boltanski et Thévenot appellent le « monde de l'inspiration » pour forger une sorte de régime de disponibilité à l'événement et à la fluidité de la situation, en rupture avec les cadrages léninistes tentés à l'inverse de juger du caractère révolutionnaire de la conjoncture en fonction de sa conformité aux grandes théories passées et aux grands exemples historiques.)

Enfin, et plus généralement, se pose la question de savoir quels actes on peut inférer des opérations de cadrage, avant, pendant et après celles-ci, dès lors qu'on s'appuie sur des sources écrites. Quelles relations entretiennent activités de cadrage et pratiques de mobilisation ? Peut-on assimiler l'agir aux prescriptions discursives qui en sont proposées sans verser dans une sorte d'acte de foi dans la performativité du discours ? Et comment faire pour éviter l'impasse de positions trop tranchées, l'une déduisant tout simplement l'existence de régimes d'action des cadrages qui en sont faits, l'autre s'y refusant au nom d'une irréductibilité de l'action ?

Bibliographie

Aron (Raymond), 1968, *La révolution introuvable*, Paris, Fayard.

Bensa (Alban), Fassin (Eric)., 2002 (mars), « Les sciences sociales face à l'événement », *Terrain*, n°38, p. 5-20.

Boudon (Raymond)., 1969 (mai-juin), « La crise universitaire française : essai de diagnostic sociologique », *Annales E.S.C.*

Bourdieu (Pierre), 1984, *Homo Academicus*, Paris, Minuit.

Cefaï (Daniel), 2001, « Les cadres de l'action collective. Définitions et problèmes », in Cefaï (Daniel) et Trom (Danny). (eds.), *Les formes de l'action collective. Mobilisations dans des arènes publiques*, Paris, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, coll. « Raisons Pratiques », n°12, p. 51-97.

Cefaï (Daniel) et Trom (Danny) (eds.), *Les formes de l'action collective. Mobilisations dans des arènes publiques*, Paris, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, coll. « Raisons Pratiques », n°12.

Certeau (Michel de), 1994 [1968], *La prise de parole*, Paris, Seuil, coll. « Points essais ».

Chartier (Roger), 1982 (mars-avril), « Espace social et imaginaire social : les intellectuels frustrés au XVIIe siècle », *Annales E.S.C.*, n°2, p. 389-400.

Dobry (Michel), *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1986.

Gobille (Boris), 2005 (juin), « Les mobilisations de l'avant-garde littéraire française en mai 1968. Capital politique, capital littéraire et conjoncture de crise », *Actes de la Recherche en Sciences*

Sociales, dossier « Le capital militant (2). Crises politiques et reconversions : Mai 68 », n°158, p. 30-53.
Gobille (Boris), 2003, *Crise politique et incertitude : régimes de problématisation et logiques de mobilisation des écrivains en Mai 68*, thèse pour le doctorat de sciences politiques, sous la direction de Bernard Pudal, EHESS.
Gottraux (Philippe), 1997, *« Socialisme ou Barbarie ». un engagement politique et intellectuel dans la France de l'après-guerre*, Lausanne, Payot.
Gruel (Louis), 2004, *La Rébellion de 68. Une relecture sociologique*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes.
Hirschman (Albert O.), 1995 [1970], *Défection et prise de parole*, Paris, Fayard.
Lacroix (Bernard), 1999, « Trente ans après, comment expliquer Mai 68. D'aujourd'hui à hier et d'hier à aujourd'hui : le chercheur et son objet », *Scalpel*, vol. 4-5.
Jasper (James M.), 1997, *The Art of Moral Protest. Culture, Biography and Creativity in Social Movements*, Chicago and London, The University of Chicago Press.
Mesnard (Philippe), 1996, *Maurice Blanchot. Le sujet de l'engagement*, Paris, L'Harmattan.
Morin (Edgar), Lefort (Claude), Coudray (Jean-Marc), 1968, *Mai 68 : La Brèche. Premières réflexions sur les événements*, Paris, Fayard.
Neveu (Erik), Quéré (Louis), 1996 (janvier-février), « Présentation », in « Le temps de l'événement I », Réseaux, n°75, p. 7-21.
Pizzorno (Alessandro), 1990, « Considérations sur les théories des mouvements sociaux », *Politix*, n°9, p. 74-80.
Snow (David), 2001, « Analyse de cadres et mouvements sociaux », in Cefaï (Daniel) et Trom (Danny) (eds.), *Les formes de l'action collective. Mobilisations dans des arènes publiques*, Paris, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, coll. « Raisons Pratiques », n°12, p. 27-49.
Snow (David) (entretien avec Daniel Cefaï et Danny Trom), 2000 (juillet), « Le legs de l'Ecole de Chicago à la théorie de l'action collective », *Politix*, n°50, p. 151-162.
Snow (David), Benford (Robert), 1988, « Ideology, frame resonance, and participant mobilization », *International Social Movement Research*, vol.1, pp. 197-217.
Tackett (Timothy), 1997 [1996], *Par la volonté du peuple. Comment les députés de 1789 sont devenus révolutionnaires*, Paris, Albin Michel.